

## Résumé : la réduction des émissions dues aux engrais azotés dans l'agriculture canadienne

[Dix pour cent](#) des émissions du Canada proviennent de la production végétale et animale. [Environ un tiers](#) d'entre elles proviennent de l'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O), ce qui en fait une priorité évidente en matière de politiques climatiques. L'oxyde nitreux, libéré par les engrais azotés lors de leur application, est un gaz à effet de serre [250 fois](#) plus puissant que le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). La nécessité d'utiliser de grandes quantités de combustibles fossiles pour leur production, notamment du gaz naturel, a conduit plusieurs critiques à les qualifier d'« engrais fossiles ». Greenpeace recommande de prioriser les sept objectifs suivants pour un système alimentaire à faibles émissions et capable de soutenir un environnement et des communautés saines.

**1. Réduire les émissions découlant de l'application d'engrais d'au moins 50 % par rapport aux niveaux de 2020 d'ici 2030, et ce en raison de leurs niveaux disproportionnellement élevés au Canada et de la réticence [apparente](#) du gouvernement fédéral à fixer des objectifs significatifs ailleurs pour le secteur agricole.** Une [recherche menée en 2021](#) par Greenpeace International et d'autres organismes a révélé que le taux d'émissions provenant des engrais azotés synthétiques au Canada figure [parmi les plus élevés](#) au monde par habitant·e.

**2. Réduire les émissions absolues plutôt que de miser sur des émissions plus efficaces : éviter l'augmentation de l'utilisation d'engrais artificiels (et des émissions qui en découlent), juste d'une manière légèrement plus efficace.** L'industrie des engrais chimiques a exercé un [lobbying vigoureux contre](#) les réductions d'émissions absolues et pour améliorer l'« intensité des émissions ». Cependant, un système alimentaire à faibles émissions est synonyme d'un système alimentaire à faibles intrants, et nécessite donc de fortes réductions en ce qui concerne l'emploi d'engrais azotés synthétiques.

**3. Réduire les émissions des fermes industrielles : s'assurer qu'une plus grande partie des aliments cultivés soient consommés par des personnes plutôt que du bétail, et que la nourriture destinée au bétail ne dépende pas d'engrais fossiles.** Les fermes industrielles qui produisent des cultures fourragères utilisent des engrais azotés synthétiques plutôt que du fumier animal. Selon une nouvelle étude commandée par Greenpeace Canada et Protection mondiale des animaux Canada (WAPC), les émissions liées à la production de nourriture pour le bétail représentent environ 28 % de toutes les émissions liées à la production agricole au Canada, soit environ 8,38 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>. Environ 85 % de ces émissions proviennent de la production et de l'application d'engrais azotés.

**4. Plafonner la production, et non seulement les émissions dues à l'application : pour réduire la production conformément aux objectifs de réduction des émissions.** Le Canada accueille un certain nombre d'entreprises transnationales qui contrôlent une [grande partie](#) de la production et de la distribution mondiales d'engrais azotés synthétiques, dont Koch Industries, Nutrien et Yara. Selon nos nouvelles recherches, environ 5,5 millions de tonnes de ces engrais sont produites ici chaque année. Les processus industriels pour les produire au Canada représentent environ 8 à 10 % de notre consommation de gaz naturel.

**5. Les gens ont besoin de nourriture, pas de carburant : cesser la production de biocarburants et adopter des sources d'énergie réellement durables.** Les biocarburants issus de cultures vivrières ne permettront pas d'éradiquer la faim dans le monde, et ils exacerberont la crise climatique en encourageant les émissions massives à de multiples étapes : au niveau du transport, de la production d'engrais, du dégagement d'oxyde nitreux et finalement de la combustion. Au lieu de stimuler la demande pour cette source d'énergie à forte intensité d'émissions qui favorise le gaspillage alimentaire, le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur les sources d'énergie durables.

**6. Décoloniser l'agriculture : respecter les droits et les connaissances des peuples autochtones.**

La solution à ces problèmes interconnectés, issus de la colonisation et de la dépossession des terres autochtones à des fins lucratives, doit être fondée sur le respect du savoir autochtone dans l'ensemble des systèmes alimentaires et agricoles et l'attribution de ressources afin de faire rayonner ce dernier.

**7. Soutien aux agriculteur·rices en transition vers des pratiques biologiques : investir dans une agriculture qui ne dépend pas des engrais artificiels et qui résiste mieux aux perturbations.** Les grandes entreprises pétrochimiques imposent un fardeau financier aux agriculteur·rices pour qu'ils et elles traitent leurs cultures avec leurs engrais artificiels très coûteux. Cela perpétue un modèle injuste et non durable d'agriculture à fortes émissions et susceptible aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues aux maladies, aux guerres et aux changements climatiques.